



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/23  
3 janvier 2003

Original: FRANÇAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-neuvième session  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE  
ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION**

Situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde  
à la suite des événements du 11 septembre 2001

**Rapport de M. Doudou Diène, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines  
de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y  
est associée, conformément au paragraphe 12 de la résolution 2002/9 de la  
Commission des droits de l'homme**

## Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 2002/9, du 15 avril 2002, dans laquelle la Commission des droits de l'homme a prié le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée «d'étudier la situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde, en accordant une attention particulière aux violences et voies de fait dont leurs lieux de culte, leurs centres culturels, leurs commerces et entreprises et leurs biens sont la cible à la suite des événements du 11 septembre».

Le rapport examine les différents actes de discrimination dont ont été victimes des personnes de confession musulmane et/ou d'origine arabe et constate notamment la recrudescence des attaques et agressions contre ces personnes, leurs biens et leurs lieux de culte dans plusieurs régions du monde, en particulier aux États-Unis d'Amérique et en Europe. Le rapport relève aussi l'impact négatif, sur les musulmans et/ou les Arabes, de législations adoptées par plusieurs pays pour renforcer leur sécurité et lutter contre le terrorisme. Le Rapporteur spécial y note, par ailleurs, l'existence, dans plusieurs pays non musulmans, d'une dimension idéologique concomitante à la violence antimusulmane et/ou antiarabe se traduisant par la diffamation explicite et publique de l'islam ainsi que son assimilation à la violence, au terrorisme et à l'arriération culturelle et sociale par des personnalités appartenant aux milieux intellectuels, politiques et médiatiques.

Le Rapporteur spécial s'inquiète de ce que la gravité de la situation des musulmans et des Arabes dans les pays non musulmans, conséquence directe, avérée et reconnue des événements du 11 septembre, est révélatrice des prémices et des risques d'un conflit de civilisations dont elle réunit les caractéristiques les plus significatives: surdétermination dans les politiques internes ainsi que dans les rapports entre États de l'impératif de lutte contre le terrorisme au détriment de la légalité internationale et du respect des droits de l'homme et du droit humanitaire, violence systématique contre des personnes et des biens, adoption et mise en œuvre de législations spécifiques et discriminatoires, singularité religieuse culturelle et ethnique de ses victimes, élaboration d'une idéologie de légitimation et de justification de cette violence et de cette discrimination, expression ouverte et publique d'un discours de haine, de rejet et d'ostracisme, amalgame et diabolisation de l'autre, lecture antagoniste de la diversité, notamment religieuse, culturelle et ethnique, comme différence radicale et irréductible, ambiguïté du pouvoir politique par la dichotomie entre la parole et l'action, construction dans l'imaginaire collectif, à travers la presse, la littérature, la télévision et le cinéma, d'une véritable culture de violence, de discrimination et de peur de l'autre, réapparition de la figure de l'étrange étranger.

Aussi le Rapporteur spécial a-t-il formulé les recommandations suivantes:

- La Commission des droits de l'homme devrait désormais accorder une grande priorité à la question du traitement du problème du terrorisme dans le respect absolu et vigilant des instruments et des principes du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire;
- Dans ce contexte, la Commission devrait poursuivre une double stratégie: stratégie juridique d'application stricte des instruments internationaux pertinents et stratégie

intellectuelle pour éradiquer les racines profondes de la culture et de l'idéologie de la discrimination, de la xénophobie et de l'intolérance;

- La Commission devrait, à cet effet, promouvoir la liaison et la complémentarité entre la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance, dans l'esprit et par la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et la promotion urgente du dialogue des cultures, des civilisations et des religions;
- Le dialogue des cultures, des civilisations et des religions devrait s'articuler autour de trois objectifs majeurs: promouvoir à la fois la connaissance réciproque des cultures, des civilisations et des religions et la reconnaissance des interactions et interfécondations entre cultures, civilisations et religions; favoriser la valeur du pluralisme culturel, religieux et ethnique dans le sens de la reconnaissance, de la protection, du respect et de la promotion de la diversité; créer les conditions pour à la fois susciter, entre les religions et les traditions spirituelles, une réflexion sur leurs valeurs communes et une action conjointe en faveur de la paix, du développement, des droits de l'homme, de la justice sociale et de la démocratie;
- Une attention particulière devrait être accordée, dans ce contexte, aux instruments du dialogue que devraient être l'écriture et l'enseignement de l'histoire, l'éducation interculturelle, l'éthique de la communication et de l'information, la science et la technologie dans leur finalité et leur priorité;
- La Commission devrait, en particulier, promouvoir, de manière urgente, la prise par tous les États, notamment ceux directement concernés par la situation des musulmans et des Arabes telle que décrite dans le présent rapport préliminaire, de mesures préventives pour l'exercice plein et entier de leurs droits religieux et culturels, pour la protection de leurs lieux culturels et de culte, pour préserver les droits des détenus contre l'arbitraire et l'incarcération prolongée et pour assurer la protection des droits fondamentaux comme l'égalité devant la loi, le droit à la protection de l'intégrité personnelle et le droit à un procès équitable;
- La Commission, tenant compte du fait que la situation des musulmans et des Arabes est révélatrice d'un état préoccupant en matière de respect des droits de l'homme et de relations internationales, et également porteuse de risques de conflits de cultures, de civilisations et de religions, devrait rester saisie de la question.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Introduction .....	1 – 2	5
I. RECRUESCENCE DES ACTES DE DISCRIMINATION ET D'HOSTILITÉ À L'ENCONTRE DES ARABES ET DES MUSULMANS.....	3 – 30	6
A. Amérique du Nord .....	6 – 23	7
B. Europe.....	24 – 30	11
II. DES MÉDIAS ET DES INTELLECTUELS AU SERVICE DE L'INTOLÉRANCE.....	31 – 43	14
III. IMPACT SUR LES ARABES ET DES MUSULMANS DES MESURES DE SÉCURITÉ ET ANTITERRORISTES.....	44 – 55	17
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	56 – 57	20

## Introduction

1. Par sa résolution 2002/9, en date du 15 avril 2002, relative à la lutte contre la diffamation des religions, la Commission des droits de l'homme «charge le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée d'étudier la situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde, en accordant une attention particulière aux violences et voies de fait dont leurs lieux de culte, leurs centres culturels, leurs commerces et entreprises et leurs biens sont la cible à la suite des événements du 11 septembre 2001, ainsi que de présenter à la Commission un rapport préliminaire [...] qu'elle examinera à sa prochaine session».

2. Basé sur des informations collectées par le Rapporteur spécial, provenant essentiellement d'organisations reconnues de défense des droits de l'homme ainsi que d'institutions intergouvernementales et d'une analyse systématique des médias des pays concernés, le présent rapport préliminaire s'articule autour des conclusions suivantes:

La réalité massive des violences et voies de fait systématiques contre les biens, lieux de culte et centres culturels des minorités et communautés musulmanes et arabes dans un grand nombre de pays non musulmans;

Le lien direct, chronologique et explicite de ces violences et voies de fait avec les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique;

La dimension idéologique de la diffamation explicite et publique de l'islam ainsi que son assimilation à la violence, au terrorisme et à l'arriération culturelle et sociale par des personnalités représentatives des milieux intellectuels, politiques et médiatiques de pays non musulmans, notamment aux États-Unis et en Europe occidentale;

L'ambiguïté de la position des autorités politiques de ces pays, dont les déclarations publiques condamnant ces attaques et agressions sont accompagnées de mesures législatives et sécuritaires discriminatoires contre les musulmans et les Arabes citoyens ou non des pays concernés;

La profondeur du sentiment d'insécurité et d'arbitraire des minorités musulmanes et arabes dans les pays concernés;

La gravité de la situation des musulmans et des Arabes dans les pays non musulmans, conséquence directe, avérée et reconnue des événements du 11 septembre, découle du fait qu'elle est révélatrice des prémices et des risques d'un conflit de civilisations, dont elle réunit les caractéristiques les plus significatives: violence systématique contre des personnes et des biens, adoption et mise en œuvre de législations spécifiques et discriminatoires, singularité religieuse, culturelle et ethnique de ses victimes, élaboration d'une idéologie de légitimation et de justification de cette violence et de cette discrimination, expression ouverte et publique d'un discours de haine, de rejet et d'ostracisme, amalgame et diabolisation de l'autre, lecture antagoniste de la diversité, notamment religieuse, culturelle et ethnique, comme différence radicale et irréductible, ambiguïté du pouvoir politique par la parole et l'action, construction dans l'imaginaire collectif, à travers la presse, la littérature, la télévision et le cinéma, d'une véritable culture de violence, de discrimination et de peur de l'autre, réapparition de la figure de l'étrange étranger.

## **I. RECRUESCENCE DES ACTES DE DISCRIMINATION ET D'HOSTILITÉ À L'ENCONTRE DES ARABES ET DES MUSULMANS**

3. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, nombre d'institutions publiques et de personnalités politiques ont tenté de prévenir l'opinion contre les dérives de la xénophobie et du racisme, appelant en particulier à rejeter les stéréotypes fondés sur la nationalité ou la religion. Ainsi, dès le lendemain des attentats, l'ancien président des États-Unis, George Bush, a fait une déclaration appelant «à protéger les Arabes et les musulmans» vivant en Amérique. L'actuel président, quant à lui, a déclaré à la télévision qu'il fallait prendre garde à traiter les Arabes et les musulmans américains «avec le respect qu'ils méritent». Durant sa visite au Centre islamique de Washington, le 17 septembre 2001, George Walter Bush a renchéri: «ceux qui croient qu'ils peuvent intimider nos concitoyens arabes et musulmans pour faire éclater leur colère ne représentent pas le meilleur de l'Amérique. Ils représentent au contraire la lie de l'humanité et ils devraient rougir de se comporter de la sorte». La Chambre des représentants et le Sénat ont eux-mêmes aussitôt appelé à «combattre les actes et les propos dirigés contre les Arabes, les Pakistanais, les Indiens ou les musulmans»<sup>1</sup>.

4. Ces déclarations n'ont, hélas, pas eu l'effet escompté. Dès les jours qui ont suivi les attentats, les manifestations d'intolérance à l'endroit de personnes originaires du Proche-Orient, du Moyen-Orient ou de l'Asie du Sud-Est se sont multipliées. Dans un climat de crainte extrême, propice à la xénophobie, les Arabes et les musulmans ont été victimes d'actes de violence aux quatre coins du monde. Des actes délibérément malveillants, voire des crimes odieux ont été dirigés contre des hommes, des femmes et des enfants sur la base explicite de leurs convictions religieuses ou de leur appartenance ethnique. Un climat de suspicion générale et systématique a entouré les communautés musulmanes et arabes dans beaucoup de pays non musulmans. Les musulmans, notamment, éparpillés à travers le monde ont beaucoup souffert de toutes sortes d'amalgames et de harcèlements verbaux et physiques. Selon de nombreux rapports d'organisations de protection des droits de l'homme, des hommes, des femmes et des enfants ont été agressés aux États-Unis, au Canada, en Europe occidentale, dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, non pas à cause de leurs actes, comportements ou déclarations, mais à cause de leur appartenance, réelle ou supposée, religieuse, ethnique ou communautaire. Ce phénomène est néanmoins difficilement quantifiable dans la mesure où les actes et les violences racistes n'ont pas toujours été signalés, les victimes souvent isolées ou socialement et économiquement vulnérables n'osant pas toujours porter plainte.

5. Si on ne peut assurément parler de vague d'agressions contre les Arabes et les musulmans en général après les attentats du 11 septembre 2001, des actes précis d'hostilité à l'égard de ces groupes de population ont été enregistrés aux États-Unis et dans beaucoup de pays européens. C'est sans aucun doute aux États-Unis que les répercussions des attentats du 11 septembre ont été les plus profondes et nombreuses sur les communautés arabes, ou tout simplement sur des hommes et des femmes de religion musulmane. Cela étant, et pour des raisons diverses (le choc émotionnel provoqué par les attentats y a été moins violent qu'aux États-Unis), en Europe il faut distinguer entre ce qui s'est passé dans l'immédiat après-11 septembre et les faits et actes commis «à froid» et qui ressortent souvent de la résurgence de discours et de pratiques de

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Patrick Jarreau, «Menaces, injures contre les Arabes américains et cocktails Molotov sur les mosquées», *Le Monde*, 18 septembre 2001.

discrimination visant une population clairement identifiée. Sous ce dernier registre, de nombreux organismes américains et européens ont répertorié les multiples agressions verbales ou physiques, voire, dans des cas extrêmes, des meurtres dont ont été victimes des Arabes et d'une manière plus générale des musulmans (originaires d'Asie – Pakistan, Indonésie, Philippines, etc.).

#### **A. Amérique du Nord**

6. Il n'est pas exagéré de dire que juste après les attentats du 11 septembre 2001, une grande frayeur s'est emparée de la communauté arabo-américaine. Plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de ses membres, se sont vus suspectés par les autorités américaines d'avoir des liens avec les mouvements terroristes, et singulièrement avec Al-Qaida. Si de rapides enquêtes ont le plus souvent permis de laver de tout soupçon plusieurs centaines d'Arabo-Américains, sinon de musulmans, d'autres sont restés longtemps détenus sans aucune preuve à charge. Au-delà des détentions dont la légalité était douteuse et dont de nombreuses publications se sont fait l'écho, la suspicion «au faciès» était devenue monnaie courante. Jusqu'à un élément de la garde rapprochée du Président George Bush, pour être d'origine arabe, en a été victime.

7. De nombreux témoignages d'actes de discrimination ont été rapportés par la presse américaine, les organisations de défense des droits de l'homme ou divers organismes arabo-américains. Dans un rapport paru en août 2002 et actualisé en novembre 2002, l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch fait longuement état des milliers d'interrogatoires auxquels ont été soumises des «personnes susceptibles d'avoir des informations ou des relations avec toute activité terroriste»<sup>2</sup>.

8. Les cas présumés d'arrestation arbitraire fondée sur l'origine et la religion des personnes incriminées sont largement recensés par le rapport de Human Rights Watch. Ils concernent tous, sans exception, des personnes originaires du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud, ou d'Europe, dont le point commun est l'aspect physique ou «ethnique» et l'appartenance à la religion musulmane.

9. Arrêtés le plus souvent sur leur seule apparence physique (de type arabe ou moyen-oriental), ou pour leur appartenance à la religion musulmane (reconnue par le port du *hijab* ou la fréquentation d'une mosquée), des hommes et des femmes ont ainsi vécu, au quotidien, les désagréments résultant de nombreuses mesures de discrimination. Dans la presque totalité des cas, la non-possession d'un titre de séjour régulier aurait été le prétexte à des détentions prolongées (parfois plusieurs semaines), à des isolements que n'entraîne pas normalement la violation des lois sur l'immigration et surtout à de nombreuses expulsions des États-Unis. Beaucoup de ceux qui ont été contraints de quitter les États-Unis n'auraient pas été en mesure de revendiquer les droits de la défense que leur reconnaît la loi américaine, encore moins de se faire assister par des avocats. Dans certains cas, le seul fait pour des ressortissants de pays du Proche-Orient de s'approcher de «lieux sensibles» aurait suffi à les rendre suspects et à les exposer à des interrogatoires dans les locaux de la police.

---

<sup>2</sup> Vol. 14, n° 4 (G), p. 3 et suiv.

10. Des centaines d'arrestations arbitraires pour «délit de faciès» ont ainsi été recensées à travers tout le pays, pour des motifs n'ayant aucun lien avec une quelconque activité terroriste. Des statistiques publiées par de nombreuses institutions ont clairement fait ressortir le caractère systématiquement discriminatoire du traitement infligé à des personnes dont le «seul tort» aurait été d'avoir une apparence physique bien déterminée. Les actes relatés à leur rencontre allaient de mesures vexatoires (fouilles au corps) aux détentions plus ou moins prolongées, dans des conditions non conformes à la loi. De nombreux exemples rapportés par les organisations de défense des droits de l'homme font mention de violences verbales, voire physiques subies par des personnes arrêtées en relation avec les enquêtes sur les attentats du 11 septembre, du refus des autorités policières d'autoriser les détenus musulmans à s'adonner à leurs pratiques religieuses, ou encore de leur fournir des repas qui ne seraient pas frappés par un interdit religieux. C'est dans ce même esprit que nombre de détenus en attente d'une vérification de leur identité, ou d'un complément d'enquête par l'Immigration and Naturalization Service (INS) ou le Federal Bureau of Investigation (FBI), auraient partagé les mêmes cellules que les détenus de droit commun.

11. Il est encore difficile de savoir ce qu'il est advenu des centaines, voire des milliers de personnes considérées au mieux comme des témoins potentiels, au pire comme des suspects, susceptibles d'apporter des informations dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 11 septembre. À défaut d'en connaître toujours les noms, les charges exactes retenues contre elles ou encore les noms de leurs avocats, les organisations de défense des droits de l'homme conviennent que dans la plupart des cas il s'agissait d'infractions aux lois sur l'immigration ou de suspicion d'usage de faux papiers.

12. En dépit des appels à l'apaisement et à la tolérance du Président George Bush, de personnalités politiques ainsi que de certains grands organes de presse, des agressions plus ou moins graves à l'encontre de personnes d'origine arabe ou de musulmans ont été signalées sur toute l'étendue du territoire. Si ces personnes ont été le plus souvent victimes de *racial profiling*, selon une expression utilisée par des commentateurs américains, dans leur vie privée ou sur leur lieu de travail, elles l'ont été aussi dans les lieux publics. Il faut ainsi se souvenir qu'au lendemain du 11 septembre certaines compagnies aériennes américaines n'ont pas hésité à faire subir un traitement discriminatoire, allant jusqu'à leur débarquement forcé de l'avion, à des Arabes, américains ou non, ou à des musulmans en général ou sur la base de leur simple apparence physique ou vestimentaire.

13. De telles pratiques discriminatoires ont été largement dénoncées par divers organismes, par exemple l'American Civil Liberties Union, dont l'un des responsables, Harvey Grossman, s'interrogeait dans le *Chicago Tribune* du 16 octobre 2001 sur les raisons pour lesquelles les avocats des détenus avaient reçu l'ordre de ne rien dire sur l'identité des détenus, les raisons de leur détention ou encore les conditions de leur incarcération. C'est, a-t-il ajouté, «une mesure extraordinaire à prendre avant une inculpation. Il n'y a rien eu de tel depuis la journée qui a suivi Pearl Harbor, quand ils ont raflé 700 immigrants japonais et les ont incarcérés dans le plus grand secret et sans chef d'inculpation».

14. Les similitudes avec cette période sont relevées dans une étude parue dans la revue de l'American Immigration Law Foundation en octobre 2002 sous le titre «Avons-nous retenu les



leçons de l'histoire? L'internement des Japonais pendant la seconde guerre mondiale et les détentions secrètes aujourd'hui»<sup>3</sup>.

15. Les auteurs de l'article précité recensent de multiples cas d'arrestation et de détention arbitraires d'Arabes et de musulmans en général. «Depuis le 11 septembre 2001, le Département de la justice a arrêté, détenu, et quelquefois expulsé, plus de 1 200 personnes d'origine arabe ou musulmane, dans le plus grand secret». Les auteurs s'inquiètent du secret qui entoure les procédures judiciaires concernant ces catégories de personnes. À l'appui de leur thèse, ils mentionnent les directives de certaines autorités, comme celle du 21 septembre 2001, dans laquelle le juge, chef de l'immigration, Michael Creppy ordonnait aux juges d'interdire l'accès aux juridictions dans des «cas d'intérêt particulier». Et précisément, selon ces mêmes auteurs, plus de 1 200 étrangers, originaires du Pakistan, d'Égypte et du Yémen, ont été incarcérés sous le registre de ces cas d'intérêt particulier.

16. En l'espèce, de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme se sont alarmées de la situation de certaines personnes en attente d'expulsion des États-Unis, ou disposées à quitter volontairement le territoire américain. Dans une requête adressée à la Commission interaméricaine des droits de l'homme en date du 20 juin 2002, trois organisations, l'International Human Rights Law Group, le Center for Constitutional Rights et le Center for Justice and International Law, font état de nombreuses atteintes à la liberté et à la sécurité personnelle dont seraient victimes des dizaines de musulmans, originaires des pays arabes et d'Asie du sud, incarcérés par l'INS.

17. Dans leur requête, les organisations demandent à la Commission interaméricaine des droits de l'homme que des mesures préventives soient prises pour préserver les droits des détenus contre l'arbitraire et l'incarcération prolongée et pour assurer la protection des droits fondamentaux comme l'égalité devant la loi, le droit à la protection de l'intégrité personnelle et le droit à un procès équitable. Après avoir pris acte des informations complémentaires de la part des requérants et de la réponse du Gouvernement des États-Unis, la Commission interaméricaine a, dans une communication du 26 septembre 2002, reconnu que les incarcérations prolongées en question ne «reposaient sur aucune base juridique nationale ou internationale». Mieux encore, elle a admis «n'avoir aucune information sur les conditions de détention, sur l'existence d'un mécanisme de contrôle de ces conditions, et a rapporté que d'anciens détenus ayant quitté les États-Unis avaient fait état des traitements très durs auxquels ils avaient été soumis».

18. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a donc appelé le Gouvernement américain à respecter la légalité et à adopter, dans un délai de 30 jours, les mesures nécessaires à la protection des droits fondamentaux des détenus en cours d'expulsion ou ayant consenti à quitter le territoire américain. Cette procédure en cours donne en tout cas la mesure de l'émoi provoqué par les discriminations multiples dont avaient fait l'objet les personnes d'origine arabe ou musulmane aux États-Unis après les attentats du 11 septembre.

---

<sup>3</sup> Stanley Mark, Suzette Brooks et Cyrus D. Mehta, «Have We Learned the Lessons of History? World War II Japanese Internment and Today's Secret Detention», *Immigration Policy Focus*, vol. I, n° 3.

19. Les interventions, sur plusieurs plans – médiatique ou judiciaire, national ou international – des organisations de défense des droits de l'homme sont à relier aux réactions très vives des autorités américaines face aux agressions contre les musulmans et les Arabes. Dès le 17 septembre, le Président George Bush s'est rendu au Centre islamique à Washington pour donner des assurances à la communauté musulmane vivant aux États-Unis: «L'Amérique compte parmi ses citoyens des millions de musulmans qui jouent un rôle extrêmement précieux dans notre pays. [...] Ils doivent être traités avec respect. [...] Les femmes qui se couvrent la tête dans ce pays doivent sentir qu'elles peuvent sortir de chez elles en toute tranquillité. Les mères qui portent le voile ne doivent pas être inquiétées en Amérique. Ce n'est pas l'Amérique que je connais. Ce n'est pas l'Amérique à laquelle je suis attaché»<sup>4</sup>. Les propos du Président américain visaient ainsi à apaiser les craintes de la communauté arabo-américaine relayées par des institutions représentatives comme l'Arab-American Institute Foundation et l'American-Arab Anti-Discrimination Committee.

20. L'éventail des actes de violence amène à s'interroger sur la volonté de leurs auteurs de viser cette catégorie de population américaine ou non américaine. En réalité, les informations diffusées par des organismes arabo-américains rejoignent en grande partie celles déjà rendues publiques par des institutions de défense des droits de l'homme. Les cas de violence les plus banals, mais non moins odieux (crachats au visage, altercations verbales, discriminations à l'emploi), côtoient une fois encore des violences plus caractérisées. Celles-ci peuvent aller jusqu'à l'agression physique, y compris de la part de certaines autorités policières, voire, hélas, jusqu'à la bastonnade avec l'intention à peine inavouée de donner la mort. Même si ce cas extrême a été, en fin de compte, très rare, il témoigne d'un climat général d'insécurité largement ressenti par la communauté arabo-américaine à travers tous les États-Unis. En réalité, les traitements discriminatoires, les agressions physiques ou verbales, voire les tentatives de meurtre signalés à l'encontre des Arabes et des musulmans en général n'ont pas épargné les citoyens américains d'origine arabe ou tout simplement musulmans. Que ce soit à Detroit, où ils sont 220 000, à Los Angeles où on estime leur nombre à près de 2 800 000, ou à New York (ils sont environ 1 600 000), les Arabo-Américains ont été affectés par les conséquences du 11 septembre 2001. S'il n'est pas question d'extrapoler à partir des quelques milliers d'interrogatoires, des centaines de détentions au secret ou des dizaines de cas de «discrimination dans les compagnies aériennes» ou des centaines de cas de discrimination au travail, et d'affirmer que les 3 millions d'Arabo-Américains (représentant 25 % de l'ensemble des musulmans américains) ont été menacés, on peut néanmoins dire que dans leur majorité ils ont été soumis à une forte tension.

21. Même si l'anxiété et la peur des premiers jours et des premières semaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre se sont quelque peu dissipées, la communauté arabo-américaine, musulmane aussi bien que chrétienne, continue de redouter des actes de discrimination, surtout dans la perspective d'une éventuelle guerre contre l'Iraq. Dans une contribution parue le 11 novembre 2002 dans l'édition du jour du *Philadelphia Inquirer*, le directeur de la communication de l'American-Arab Anti-Discrimination Committee, Hussein Ibish, évoque les craintes de la communauté arabo-américaine pendant le mois de jeûne du ramadan et avant les fêtes de Noël. L'auteur mentionne également les attaques proférées par des responsables de certains mouvements évangélistes. C'est ainsi que, dans une interview avec Bob Simon (de la

---

<sup>4</sup> Voir le rapport du Rapporteur spécial, M. Maurice Glèlè-Ahanhanzo, à la cinquante-huitième session de la Commission (E/CN.4/2002/24, par. 19).

chaîne CBS) diffusée dans le programme «60 minutes», le révérend Jerry Falwell, leader célèbre de la Southern Baptist Convention, qualifie le prophète Mohammed de «terroriste», tandis que Pat Robertson, fondateur du Christian Broadcasting Network (CBN) l'aurait traité de «tueur» et de «brigand», tout en affirmant que le Coran prêche la violence.

22. En dépit d'un contexte de crispation antiarabe et antimusulmane, les officiels américains n'ont cessé d'exprimer leur soutien et leur compassion aux populations visées par les attaques. Il en fut ainsi du Président George Bush et du Congrès. Le Département de la justice a également pris des mesures très sévères pour lutter contre les crimes et toutes les formes de discrimination. Ainsi, le Département d'État a produit un documentaire dont le but est de démontrer que la population musulmane aux États-Unis est totalement intégrée et acceptée par la société. Le but avoué est de montrer ce documentaire dans divers pays musulmans pour briser la perception prédominante selon laquelle l'Amérique est contre l'Islam. Les critiques de ce documentaire ont dénoncé son caractère propagandiste et le fait qu'il vise les pays musulmans. Le Rapporteur spécial estime qu'il faut se féliciter de cette initiative qui relève d'une démarche pédagogique mais témoigne également indirectement de l'existence d'un problème grave. Il suggère que ce documentaire fasse l'objet, en priorité, d'une large diffusion aux États-Unis mêmes, non seulement par les télévisions mais également lors de projections publiques et dans les universités, regroupant, pour un débat critique et prospectif, des membres de toutes les communautés.

23. Au Canada, à en croire les rapports en provenance de Toronto, d'Halifax, de Montréal, de Calgary ou de Vancouver, des actes hostiles liés au 11 septembre ont eu lieu dans l'ensemble du pays. Le rapport annuel de l'Unité de prévention des crimes haineux du service de police de Toronto a estimé ainsi à 338 le nombre d'attentats commis en 2001. Selon ce rapport, «les actes terroristes perpétrés le 11 septembre 2001 sont la principale cause de la hausse de 66 % des cas déclarés de crimes haineux»<sup>5</sup>. Selon la Fondation canadienne des relations raciales, dans les trois semaines qui ont suivi les attentats, divers incidents racistes auraient été recensés, y compris, entre autres, des alertes à la bombe contre des mosquées, des incendies criminels, des attaques physiques, des harcèlements et des menaces envers des étudiants musulmans<sup>6</sup>.

## **B. Europe**

24. Même s'ils n'ont pas atteint par leur ampleur et leur gravité ceux qui ont été commis aux États-Unis, des actes de racisme ou de discrimination à l'encontre des Arabes et des musulmans en général (originaires d'Afrique et d'Asie) ont également été commis en Europe. Le choc émotionnel provoqué par les attentats du 11 septembre étant moins fort qu'aux États-Unis, ces manifestations de racisme ont pris, le plus souvent, la forme d'agressions verbales et physiques, de dégradations de lieux de culte, et quelquefois de campagnes de presse.

25. Le rapport publié à Vienne le 10 octobre 2001 par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) ne laisse planer aucun doute sur le caractère moins

---

<sup>5</sup> Voir Mock Karen, «Les crimes haineux au Canada: aperçu de la situation et intervention». Fondation canadienne des relations raciales, octobre 2002.

<sup>6</sup> Ibid.

massif qu'aux États-Unis des actes de discrimination relevés dans les différents pays membres de l'Union européenne. Si, dans les jours qui ont suivi les attentats du 11 septembre, la tension était très perceptible, elle a baissé par la suite, sans pour autant que les communautés arabes et islamiques échappent à ce que l'on pourrait appeler «l'ordinaire» du racisme subi par ces catégories de population. En revanche, dans tous les pays de l'Union européenne, les autorités se sont efforcées de dénoncer tout amalgame entre terroristes, Arabes et musulmans et de condamner les attitudes antimusulmanes. C'est dans ce même sens de l'apaisement que bien des organes de presse ont couvert les divers événements liés directement ou indirectement aux attentats du 11 septembre 2001. Mais cette position finalement majoritaire n'est pas exclusive d'attitudes ouvertement hostiles à l'islam, souvent de la part de certains partis politiques européens et de quelques publications, notamment d'extrême droite.

26. C'est ainsi que l'EUMC révèle, un mois après les attentats et sur la base de rapports nationaux, qu'«une islamaphobie latente a mis à profit les circonstances présentes pour émerger, se concrétisant sous la forme d'actes d'agression physique et d'insultes verbales»<sup>7</sup>. Tous les rapports nationaux font état d'attaques répétées contre les musulmans et tout ce qui symbolise et personnifie l'islam. Selon le rapport de l'Observatoire, en date du 22 mai 2002, «le voile que de nombreuses femmes musulmanes ont choisi de porter est apparemment l'objet le plus souvent visé. Il semble être devenu le principal élément visuel d'identification et de prétexte à la haine, des musulmanes ayant été couramment insultées et agressées dans les pays de l'Union européenne»<sup>8</sup>. Les hommes portant des turbans constituent un autre groupe important de victimes de ces agressions répétées, perpétrées un peu partout dans l'Union européenne. De nombreuses attaques contre des mosquées ont également été signalées, allant du petit vandalisme et des graffiti aux incendies criminels et autres attentats à la bombe. Selon l'Observatoire, les phénomènes de rejet des communautés musulmanes dans les pays des Quinze consécutifs aux attentats du 11 septembre se sont traduits par une «recrudescence récente de la violence raciste et xénophobe en Europe», même si «les actes antimusulmans diffèrent largement d'un pays à l'autre».

27. Le rapport du précédent Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, M. Maurice Glèlè-Ahanhanzo, présenté à la cinquante-huitième session de la Commission<sup>9</sup>, et les rapports de l'EUMC font état du genre d'incidents soufferts par les Arabes et les musulmans dans toute l'Europe, notamment les menaces et lettres haineuses reçues par les organisations musulmanes, les insultes verbales proférées dans la rue et dans des lieux publics, tels que les écoles, les incendies ou les dégradations de lieux de culte et de mosquées et les agressions physiques.

---

<sup>7</sup> Yvonne Bemelmans et Maria José Freitas, «La situation des communautés islamiques dans cinq villes européennes», novembre 2001 (rapport commandité par l'EUMC).

<sup>8</sup> Christopher Allen et Jorgen Nielsen, «Islamophobia in the EU after 11 September 2001», EUMC, Vienne, mai 2002.

<sup>9</sup> E/CN.4/2002/24.

28. Parmi les violences recensées en Europe, en Grande-Bretagne on retrouve des cas extrêmes de violence physique<sup>10</sup>; en Allemagne, le Central Council for Muslims dénonce une augmentation générale des agressions contre les Arabes et les musulmanes et tout spécialement à l'égard des femmes portant le voile<sup>11</sup>; au Danemark, les relations déjà antagonistes entre les musulmans et le reste de la population auraient encore empiré<sup>12</sup>; tandis que, selon l'organe de presse *Volkskrant*, «nulle part en Europe, les musulmans n'ont eu autant à souffrir du petit terrorisme qu'aux Pays-Bas, après les attentats aux États-Unis. Des mosquées y ont été couvertes de graffiti ou ont fait l'objet de tentatives d'incendie presque quotidiennement [...] Des cibles musulmanes ont été visées à Apeldoorn, La Haye, Gorinchem, Heerlen, Rijssen, Uden, Venlo et Flessingue»<sup>13</sup>. D'après un inventaire publié le 2 octobre 2001 par l'Association des centres antidiscriminatoires, on aurait comptabilisé plus de 90 incidents dirigés contre les musulmans des Pays-Bas: «Dans la plupart des cas (31 incidents), il s'agissait d'insultes dans la rue, de menaces et de crachats»<sup>14</sup>.

29. Hors d'Europe, on peut citer le cas de l'Australie, où des musulmans auraient souffert d'actes racistes et xénophobes. Des mosquées auraient été la cible d'attentats à la bombe incendiaire, et l'une d'elles aurait été entièrement détruite par le feu. Une église libanaise aurait également été saccagée. Par ailleurs, il a été signalé que depuis l'attentat du 12 octobre 2002 à Bali des associations musulmanes auraient constaté une recrudescence des menaces et insultes racistes<sup>15</sup>.

30. Si l'ensemble des actes de violence ou de discrimination recensés spécialement aux États-Unis et en Europe peuvent apparaître la plupart du temps comme des actes isolés, il faut se demander si cela n'est pas rendu plus facile par le climat de suspicion et de méfiance entretenu ouvertement non seulement par certains hommes politiques et certains médias, mais aussi et surtout peut-être par tout un courant de pensée à travers lequel une partie des intellectuels n'a pas craint de légitimer une intolérance qu'on croyait d'un autre âge.

---

<sup>10</sup> À Londres, trois individus auraient roué de coups un chauffeur de taxi afghan, après l'avoir extrait de son véhicule – l'homme serait resté tétraplégique. Dans la ville de Team, un Bangladais d'une vingtaine d'années aurait eu la mâchoire brisée par un groupe de jeunes. À Swindon, une femme d'origine asiatique aurait été frappée à coup de batte de base-ball par deux hommes.

<sup>11</sup> Voir le compte rendu du Programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination (Commission européenne, 17 octobre 2001).

<sup>12</sup> E/CN.4/2002/24, par. 25.

<sup>13</sup> *Volkskrant*, 25 septembre 2001.

<sup>14</sup> Ce document est paru dans son intégralité dans le quotidien *Trouw* le 3 octobre 2001.

<sup>15</sup> *Le Monde*, 13 novembre 2002.

## II. DES MÉDIAS ET DES INTELLECTUELS AU SERVICE DE L'INTOLÉRANCE

31. Le traitement des événements du 11 septembre par les organes d'information a fortement contribué à dégrader l'image des Arabes et des musulmans. Certains médias ont beaucoup joué sur les sentiments présumés de l'opinion publique en réactivant ses peurs anciennes fondées soit sur l'ignorance soit sur la persistance d'un imaginaire refoulé de croisade ou tout simplement d'angoisses existentielles ou de repli identitaire. Selon un rapport de la Fondation canadienne des droits de la personne, «le rôle joué par la presse [d'Amérique du Nord] est globalement négatif. Elle entretient en effet une grande confusion, en mélangeant des termes tels que “arabe” ou “musulman”, en catégorisant et généralisant outrageusement, en négligeant sciemment ou non les différences. Ces erreurs, frisant parfois le ridicule, sont souvent faites par des personnes présentées comme des experts»<sup>16</sup>. Ainsi, cette couverture des événements a contribué à la nette recrudescence ou la banalisation en Occident d'une «islamophobie» non seulement populaire mais également, et de manière plus ouverte, de certaines élites, frisant ici ou là une posture idéologique et même esthétique.

32. L'ouvrage de Samuel Huntington, politologue américain, intitulé *Le choc des civilisations*<sup>17</sup> a été largement commenté par les médias américains aussitôt après les attentats. Son auteur envisage en effet l'affrontement entre les deux blocs culturellement antagonistes, l'Occident et le monde arabo-musulman. Les événements du 11 septembre 2001 sont alors apparus comme l'une des premières manifestations de ce «choc» des civilisations.

33. Au même moment, les dérapages tributaires d'une médiatisation à outrance d'images et de commentaires dans les jours qui ont suivi les attentats ont contribué à renforcer la confusion qui existe souvent en Occident entre islam et terrorisme. Certaines télévisions ont ainsi diffusé en continu les manifestations de joie de la foule palestinienne après les attentats du 11 septembre. Ces images ont donné l'impression à l'opinion publique occidentale qu'à travers le monde les foules arabes et musulmanes s'étaient réjouies des attaques terroristes et que, par extension, l'islam encourageait le terrorisme. Elles donnaient encore plus de poids à la théorie du choc des civilisations. En fait, la manifestation filmée à Gaza ne rassemblait que des adolescents et elle est restée très isolée dans les territoires palestiniens. Aucun rectificatif n'a pourtant été publié par la suite.

---

<sup>16</sup> Voir «Terrorisme et guerre: les enjeux pour l'éducation aux droits de la personne», compte rendu du forum de discussion organisé par la Fondation canadienne des droits de la personne, 6 novembre 2001.

<sup>17</sup> C'est en 1993 que S. Huntington, expert en contre-insurrection de l'Administration Lyndon Johnson au Viet Nam, puis directeur de l'Institut d'études stratégiques de Harvard, publia son désormais célèbre ouvrage *Le choc des civilisations* (*The Clash of Civilizations*, éd. Simon Handschuster; publié en français chez Odile Jacob, 1997) conçu comme un pamphlet contre un théoricien rival du Département d'État, Francis Fukuyama, tenant de la thèse de la «fin de l'histoire». Pour ce dernier, la chute de l'Union soviétique avait mis fin, sinon à l'histoire, du moins aux querelles idéologiques, la démocratie apparaissant comme l'horizon indépassable de notre temps.

34. Dans ce contexte sensible, il convient de s'interroger sur la pertinence et l'impact d'expressions utilisées par des leaders politiques qui sont de nature à radicaliser le climat de suspicion et de peur, ainsi que de déclarations fondées sur des notions comme la lutte entre le bien et le mal et le devoir des nations civilisées à l'encontre des barbares. C'est dans ce même esprit que de nombreuses organisations ont dénoncé les propos du Président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, qui avait déclaré dans une conférence de presse, le mercredi 26 novembre 2001, que «nous devons être conscients de la supériorité de notre civilisation, un système qui a garanti le bien-être, le respect des droits religieux et politiques, un système qui a pour valeurs la compréhension de la diversité et la tolérance. La civilisation occidentale est supérieure parce que sa plus grande valeur est la liberté, qui n'est pas l'héritage de la culture islamique». Il s'est dit certain que «l'Ouest continuerait de conquérir les peuples, comme il a conquis le communisme». Et cela, quitte à affronter «une autre civilisation, celle de l'islam, bloquée 1 400 ans en arrière»<sup>18</sup>.

35. Les dérapages sémantiques de personnalités politiques n'ont certes pas été légion et ils contrastent avec les déclarations publiques et répétées d'autres dirigeants qui ont appelé à faire une distinction entre l'islam comme religion et un certain terrorisme islamique. En revanche, certains membres de l'intelligentsia n'ont pas hésité à revendiquer une hostilité ontologique contre la culture et les valeurs de l'islam. Ce fut le cas particulièrement en France où on sait que «les intellectuels» jouent dans la vie politique un rôle sans équivalent dans aucun autre pays. Dès lors, les initiatives individuelles se multiplient et, caractéristique de la banalisation de l'islamophobie, c'est en tout premier lieu une certaine littérature qui se mobilise au service de la nouvelle croisade.

36. Un scandale a ainsi entouré la sortie d'un des derniers livres d'un romancier à la mode, Michel Houellebecq, dans le cadre duquel il estime que «l'islam est la religion la plus con». Lorsqu'il attaque ainsi l'islam en tant que tel, et non pas tel ou tel excès d'un groupe ou d'un autre, son propos largement relayé par la presse, du fait de sa visibilité médiatique, renforce, crédibilise et légitime une islamophobie ambiante.

37. C'est «le procès de l'Islam», comme l'a bien vu Daniel Lindenberg<sup>19</sup>, qui est désormais instruit, non seulement par certains auteurs mais parfois directement par des organes de presse: «Islam: ce que l'on n'ose pas dire», titre *L'Express* pour le premier anniversaire des attentats du 11 septembre<sup>20</sup>. Cherchant les véritables clefs de «cette diabolisation de l'Islam et des "Arabes"», Lindenberg montre que, pour tout un courant de pensée, les sociétés européennes éprouvent «le sentiment d'une triple dépossession», due, dans l'ordre décroissant des griefs, à l'immigration musulmane, à la construction d'une Europe technocratique, au processus de mondialisation. Il s'agirait d'une nouvelle recherche de l'identité qui, passant par le judéo-christianisme, s'opposerait à un pluralisme mortel pour la civilisation occidentale. De nouvelles configurations politiques sont peut-être aussi en cours de constitution, où la

---

<sup>18</sup> Voir Christian Balmer et Gareth Jones, agence Reuters, Rome, 27 septembre 2001 (<http://www.chrétiens-et-juifs.org/géopolitique/berlusconi.htm>).

<sup>19</sup> Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre: enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Éditions du Seuil, Paris, 2002.

<sup>20</sup> *L'Express*, 12-18 septembre 2002.

République, loin de reposer sur l'égalité de tous, impliquerait des valeurs communes empruntées à un fonds religieux bien déterminé, fondateur de nouvelles exclusions.

38. On peut citer aussi Pierre Manent, hostile à tout dialogue des chrétiens avec l'islam et qui va jusqu'à exprimer ses réticences à toute présence musulmane en terre chrétienne<sup>21</sup>. C'est pourtant du livre d'Oriana Fallaci publié quelques mois après les attentats du 11 septembre 2001, *La rage et l'orgueil*, qu'est venue l'attaque la plus frontale contre les Arabes et les musulmans<sup>22</sup>.

39. Selon l'un des intellectuels les plus médiatisés en France, Alain Finkielkraut, ce «pamphlet antimusulman» n'a rien de raciste. En injuriant «les fils d'Allah» qui «se multiplient comme des rats», l'auteur nous oblige «à regarder la réalité en face». Briseuse de tabous, «elle a l'insigne mérite de ne pas se laisser intimider» et libère la parole<sup>23</sup>.

40. On pourrait assister ainsi à une polarisation de nature idéologique, politique et religieuse. C'est dans ce contexte qu'il faut s'interroger sur la signification du débat sur l'identité chrétienne de l'Europe dans le processus de rédaction de la Constitution européenne<sup>24</sup>.

41. Le phénomène n'a pas épargné les États-Unis, dont pourtant la tradition – et l'extraordinaire variété de populations venues désormais de tous les pays de la terre, en faisant «le premier État universel de l'histoire» – devrait constituer une infranchissable barrière à toute intolérance. C'est ainsi, par exemple, qu'une soixantaine d'intellectuels américains ont publié, en février 2002, une lettre ouverte intitulée «What we're fighting for»<sup>25</sup>. Le texte, qui prétend s'inspirer de la Déclaration d'indépendance des États-Unis, soutient que la guerre au terrorisme déclenchée à la suite des attentats du 11 septembre 2001 est une guerre juste, les auteurs, parmi lesquels Samuel Huntington, se proclamant comme les défenseurs des valeurs et des idéaux américains présentés comme découlant des «lois de la nature et de la nature de Dieu». Ce sont des principes universels dont tous les peuples devraient s'inspirer.

42. Tout un courant d'opinion conteste, en revanche, non pas telle ou telle interprétation du Coran, non pas telle ou telle attitude de certains musulmans, mais l'islam tout entier, dont les adeptes se voient sommés d'abandonner leur foi s'ils veulent entrer dans la «modernité».

43. On peut se demander si, dans le débat dont il est l'objet en Europe, l'islam n'est pas affecté par une surdétermination de sa lecture politique et idéologique. En tant que religion, l'islam est présenté comme incompatible avec la laïcité, en tant que tradition, l'islam ne pourrait pas s'ouvrir à la modernité, en tant que civilisation, l'islam serait intolérant dans son principe, il ne

---

<sup>21</sup> Voir, notamment, *Le Figaro* du 23 mai 2002.

<sup>22</sup> *La rabbia l'orgoglio*, éd. Rizzoli, octobre 2001 (publié en français chez Plon, Paris, 2001).

<sup>23</sup> *Le Point*, 21 mai 2002. Voir également Maurice T. Maschino, «Intellectuels médiatiques: les nouveaux réactionnaires», *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

<sup>24</sup> *Le Monde*, 16 novembre 2002.

<sup>25</sup> Elle a été publiée en français au Québec (*Le devoir* du 15 février 2002) et en France (*Le Monde* du 17 février 2002) sous le titre «Lettre d'Amérique».



se serait rallié que du bout des lèvres à la démocratie et aux droits de l'homme. Ces notions et pratiques seraient d'ailleurs paradoxales car elles ne seraient guère admissibles si elles permettaient à des musulmans de jouer un rôle politique de premier plan dans les pays non musulmans ou si elles amenaient au pouvoir des partis se réclamant du Coran dans les pays islamiques. Le débat actuel sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne illustre ce climat, notamment par l'importance accordée à la religion musulmane dominante pour s'interroger sur l'identité européenne de la Turquie.

### **III. IMPACT SUR LES ARABES ET DES MUSULMANS DES MESURES DE SÉCURITÉ ET ANTITERRORISTES**

44. En situation de crise, l'histoire montre que des mesures dictées par les exigences de la sécurité publique sont souvent adoptées au détriment des libertés individuelles. Dans un certain nombre de pays, les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 ont été marqués par un renforcement légitime et compréhensible des dispositifs législatifs et réglementaires pour combattre le terrorisme. Cependant, ces mesures, prises dans l'urgence, dans un climat d'indignation et de peur, pourraient être de nature à menacer les droits fondamentaux des citoyens et, a fortiori, des étrangers séjournant dans le pays. Force est de considérer qu'elles singularisent et ce, de manière systématique avant tout les personnes d'origine arabe ou musulmane, et que l'utilisation à des fins opérationnelles du *racial profiling* est une pratique quotidienne.

45. C'est ainsi, par exemple, qu'aux États-Unis des organisations de défense des libertés civiles ont signalé l'adoption de mesures législatives et réglementaires qui pourraient restreindre les libertés individuelles. Tel est, en particulier, le cas de la loi antiterroriste baptisée «USA Patriot Act»<sup>26</sup>, signée par le Président George Bush le 26 octobre 2001 après son adoption par la Chambre des représentants et le Sénat.

46. Cette loi entendrait couvrir un vaste champ d'application, allant de la définition du terrorisme à la protection des frontières ou à l'emploi des traducteurs de l'arabe par le FBI. Ses dispositions les plus controversées sont l'allongement de 48 heures à sept jours de la durée de la garde à vue des étrangers dès lors qu'ils sont soupçonnés d'être liés à un réseau terroriste. La définition du terrorisme pourrait être, par ailleurs, suffisamment vague pour pouvoir être interprétée largement et s'étendre en fait à des étrangers coupables de délits mineurs, voire à des dissidents politiques. L'application de la loi a entraîné l'arrestation de plus de 1 200 personnes, dont une grande majorité seraient des étrangers au profil arabo-musulman – plus de 500 d'entre eux auraient été détenus pour une durée illimitée et si, à ce jour, la plupart ont été libérés ou expulsés pour violation de la législation sur l'immigration, le Gouvernement américain aurait refusé de publier leurs noms et l'Administration aurait fermé au public les auditions légales précédant les expulsions<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> «Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism», soit «Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés nécessaires à l'interception et à l'obstruction du terrorisme».

<sup>27</sup> «Attorney General Ashcroft provides total number of federal criminal charges and INS detainees», communiqué de presse du Département de la justice du 27 novembre 2001.

47. L'USA Patriot Act aurait été assorti de décrets pris par le Président et l'Attorney général. Le 13 novembre 2001, l'Attorney général, John Ashcroft, aurait demandé aux agences de renseignements de procéder aux interrogatoires de 5 000 personnes entrées légalement aux États-Unis, mais originaires principalement des pays arabes ou du Moyen-Orient. Le même jour, un décret présidentiel établissant la création de «commissions militaires» d'exception pour appliquer les règles prévues pour le fonctionnement des cours martiales et devant lesquelles seraient traduits en justice les suspects n'ayant pas la citoyenneté américaine ouvrirait le débat sur le caractère discriminatoire de la décision<sup>28</sup>. Enfin, la création d'une qualification, le «combattant ennemi», permettrait dorénavant de maintenir indéfiniment en prison, sans avocat et sans aucune des garanties de la justice américaine, toute personne suspectée de porter atteinte à la sécurité du pays.

48. Des changements massifs auraient aussi été opérés au sein des agences de renseignements et de sécurité, notamment en ce qui concerne l'infiltration des agents dans des réunions publiques afin de collecter des renseignements. Le FBI a confirmé qu'il pourrait dépêcher ses agents dans des mosquées. John Ashcroft a annoncé, le 5 juin 2002, qu'il comptait fichier chaque année 100 000 visiteurs étrangers «à risque»<sup>29</sup>. Leurs photos, leurs empreintes digitales seront comparées à celles des terroristes recherchés.

49. Ces mesures, dénoncées à l'unanimité par les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, auraient grandement contribué à justifier la discrimination au sein de la population. Selon Laura Murphy, directrice de l'American Civil Liberties Union, «on trouve dans cette loi [l'USA Patriot Act] des dispositions ouvrant la porte à la maltraitance des immigrés, à la suppression de toute forme d'opposition et à des enquêtes de surveillance autour d'Américains irréprochables. La loi confère un pouvoir énorme, et indu, à toute cette branche de l'exécutif qui échappe à tout contrôle judiciaire. La plupart de ces pouvoirs nouveaux peuvent être utilisés contre les citoyens américains au cours d'enquêtes criminelles de routine qui n'ont absolument rien à voir avec le terrorisme»<sup>30</sup>.

50. Au Canada, la loi C-36 contre le terrorisme, entrée en vigueur le 24 décembre 2001, permet l'arrestation préventive pour une durée de 72 heures dès qu'une personne est suspectée de préparer des actes terroristes. La seule base du soupçon suffit à la police pour agir. Les procédures d'immigration auraient par ailleurs été durcies, de même que les contrôles aux frontières. Les représentants des communautés arabes et musulmanes ont exprimé leurs inquiétudes sur le fait que certaines minorités ethniques ou religieuses pourraient être particulièrement visées par ces dispositions et que cela favoriserait la discrimination.

---

<sup>28</sup> U.S.: «Use Courts Martial Rules for Military Commissions», communiqué de presse de Human Rights Watch du 18 décembre 2001.

<sup>29</sup> «Attorney General Prepared Remarks on the National Security Entry-Exit Registration System», communiqué de presse du Département de la justice du 6 juin 2002. Voir aussi Pascal Riche «Crispation sécuritaire aux États-Unis: Washington veut fichier les visiteurs étrangers “à risque”», *Libération*, 7 juin 2002.

<sup>30</sup> Voir [www.aclu.org/safeandfree](http://www.aclu.org/safeandfree).

51. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la loi antiterroriste adoptée par le Parlement le 14 décembre 2001, en dépit de l'opposition de la Chambre des lords, comporte entre autres les deux mesures suivantes: possibilité de détenir en prison des personnes étrangères en l'absence de toute instruction, sur la base d'un simple soupçon, et pouvoirs accrus de la police, en matière de surveillance d'Internet, du courrier électronique et des conversations téléphoniques. La première disposition de la loi antiterroriste contredit l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui interdit toute détention de longue durée en dehors du cadre d'une instruction judiciaire. Aussi le Gouvernement britannique a-t-il demandé une dérogation au titre de l'article 15 de la Convention, qui prévoit cette possibilité en cas d'urgence publique. Pour autant, cette loi renforcerait l'amalgame entre immigration clandestine et terrorisme<sup>31</sup>.

52. En France, l'Assemblée nationale a voté, le 15 novembre 2001, la loi sur la sécurité quotidienne. Parmi les amendements dits «antiterroristes» à cette loi, on peut relever celui ayant trait au fichage génétique de toute personne ayant eu affaire à la justice.

53. En Allemagne, une loi antiterroriste présentée par le Ministre fédéral de l'intérieur, Otto Schily, a été adoptée par le Bundestag. Elle autorise le refus ou la non-prolongation d'un permis de séjour en cas de suspicion de «mise en danger de l'ordre fondamental démocratique et libéral». Les étrangers résidant en Allemagne pourraient donc être expulsés si pèsent sur eux des soupçons d'activités ou de sympathies terroristes. Les empreintes digitales de l'ensemble des demandeurs d'asile seront conservées 10 ans et comparées systématiquement avec les indices relevés par la police sur les lieux des crimes. Les associations d'étrangers dont les objectifs ou les activités porteraient préjudice ou mettraient en danger les intérêts fondamentaux du pays sont interdites par cette loi<sup>32</sup>.

54. Selon un rapport d'Amnesty international à Singapour, après les attentats du 11 septembre, des demandeurs d'asile afghans qui se trouvaient dans des centres d'accueil ouverts auraient été transférés dans des centres de détention spéciaux de haute sécurité<sup>33</sup>. Tandis que, en République de Corée, la suspicion à l'égard de la minorité musulmane se serait accrue, et le Gouvernement a adopté une loi contre le terrorisme qui pourrait restreindre les droits à la liberté d'expression et de réunion<sup>34</sup>.

55. Si ces évolutions législatives et réglementaires devaient se poursuivre un peu partout dans le monde, on assisterait à une régression considérable de l'état de droit à l'échelle internationale.

---

<sup>31</sup> Voir Mikaël Franssens, «Sécurité et libertés: tentations dangereuses dans l'Union européenne», communiqué de presse d'Amnesty International du 10 avril 2002.

<sup>32</sup> Voir «Les droits humains subissent dans le monde entier le contrecoup des attentats», Amnesty International, octobre 2001.

<sup>33</sup> Voir «Les conséquences négatives des attentats du 11 septembre 2001», Amnesty International, bulletin d'information 156/02.

<sup>34</sup> Voir Irène Khan, «Face à l'onde de choc», Amnesty International, rapport annuel 2002. Voir aussi Thomas Hofnung, «“L'élan sécuritaire” inquiète Amnesty», *Libération*, 29 mai 2002.

Certes, de très graves menaces peuvent conduire les États à adopter des mesures d'exception – et les organisations humanitaires l'ont toutes reconnu –, mais la remise en cause durable des principes fondamentaux de l'ordre juridique universel, à plus forte raison si elle revêt un caractère discriminatoire en ne visant délibérément que certaines populations identifiées avant tout par leur «faciès», saperait les fondements de la vie en société. Ainsi, les internements administratifs de longue durée constituent, par exemple, une violation patente de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques – dont il faut rappeler qu'il lie 148 États<sup>35</sup> qui dispose que «Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré» (par. 3) et que «Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale» (par. 4) – principe de l'*habeas corpus* dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est mis à mal par les mesures d'exception dans un certain nombre de pays qui se réclament pourtant de l'état de droit. D'autre part, l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui lie 162 États<sup>36</sup>, établit, entre autres, le «droit à un traitement égal devant les tribunaux et tout autre organe administrant la justice».

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

56. La situation des musulmans et des Arabes consécutive aux événements du 11 septembre 2001, par son contexte et sa symbolique, est porteuse d'un risque grave de bouleversement durable et en profondeur de l'ordre international si elle ne fait pas l'objet d'un traitement urgent, conforme au droit international, à l'éthique des relations entre peuples et à la promotion d'un véritable dialogue des civilisations. Son contexte est celui d'une surdétermination idéologique de la question du terrorisme, de la centralité et de la légitimité de la question de la finalité humaine et éthique de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux conflits de nature culturelle ou religieux particulièrement meurtriers. Son terrain, sensible, profond et déterminant est celui d'une liaison entre culture, religion et politique. Sa symbolique ultime est celle d'une logique et d'une dynamique de conflit.

57. Le Rapporteur spécial souhaite apporter, dans le cadre de son mandat, sa contribution à la recherche de solutions qu'appelle la situation actuelle des musulmans et des Arabes telle qu'elle ressort de ce rapport préliminaire par les recommandations suivantes:

La Commission des droits de l'homme devrait désormais accorder une grande priorité à la question du traitement du problème du terrorisme dans le respect absolu et vigilant des instruments et des principes du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Dans ce contexte, la Commission devrait poursuivre une double stratégie: stratégie juridique d'application stricte des instruments internationaux pertinents ainsi que stratégie

---

<sup>35</sup> Au 20 août 2002.

<sup>36</sup> Au 20 août 2002.

intellectuelle pour éradiquer les racines profondes de la culture et de l'idéologie de la discrimination, de la xénophobie et de l'intolérance.

La Commission devrait, à cet effet, promouvoir la liaison et la complémentarité entre la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance, dans l'esprit et par la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et la promotion urgente du dialogue des cultures, des civilisations et des religions.

Le dialogue des cultures, des civilisations et des religions devrait s'articuler autour de trois objectifs majeurs: promouvoir à la fois la connaissance réciproque et la reconnaissance des interactions et interfécondations entre cultures, civilisations et religions; favoriser la valeur du pluralisme culturel, religieux et ethnique dans le sens de la reconnaissance, de la protection, du respect et de la promotion de la diversité; créer les conditions pour à la fois susciter, entre les religions et les traditions spirituelles, une réflexion sur leurs valeurs communes et une action conjointe en faveur de la paix, du développement, des droits de l'homme, de la justice sociale et de la démocratie.

Une attention particulière devrait être accordée, dans ce contexte, aux instruments du dialogue que devraient être l'écriture et l'enseignement de l'histoire, l'éducation interculturelle, l'éthique de la communication et de l'information, la science et la technologie dans leur finalité et leur priorité.

La Commission devrait, en particulier, promouvoir, de manière urgente, la prise par tous les États, notamment ceux directement concernés par la situation des musulmans et des Arabes telle que décrite dans le présent rapport préliminaire, de mesures préventives pour l'exercice plein et entier de leurs droits religieux et culturels, pour la protection de leurs lieux culturels et de culte, pour préserver les droits des détenus contre l'arbitraire et l'incarcération prolongée et pour assurer la protection des droits fondamentaux comme l'égalité devant la loi, le droit à la protection de l'intégrité personnelle et le droit à un procès équitable.

La Commission, tenant compte du fait que la situation des musulmans et des Arabes est révélatrice d'un état alarmant du respect des droits de l'homme et des relations internationales, mais également porteuse de risques de conflits de cultures, de civilisations et de religions, devrait rester saisie de la question et demander à cet effet au Rapporteur spécial d'élaborer pour sa prochaine session un rapport plus exhaustif à partir d'informations recueillies auprès des États, des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, et des communautés concernés, d'études et de documents factuels et pertinents, ainsi que des réponses des gouvernements aux diverses allégations les concernant.

-----